



# TABLEAU DE BORD économique de l'Île-de-France

## DES EVOLUTIONS EN DEMI-TEINTE POUR L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE

Dans la lignée des résultats du trimestre précédent, l'économie francilienne a affiché à la fois des signaux défavorables et des tendances positives au premier trimestre 2019. Ainsi, les mouvements sociaux ont pesé sur l'activité touristique et le nombre de nuitées dans l'hôtellerie francilienne s'est replié de 4,4 % par rapport au premier trimestre 2018 ; par ailleurs, la demande placée de bureaux dans la région a subi sa troisième baisse trimestrielle à deux chiffres consécutive (- 23,6 % sur un an). En contrepartie, le total des créations d'entreprises n'en finit pas de croître dans la région (+ 18,1 % sur un an début 2019) tandis que le nombre de défaillances d'entreprises a cessé – durablement ? - d'augmenter (- 0,8 % en glissement annuel). Parallèlement, le volume de l'emploi salarié privé dans la région a de nouveau augmenté au premier trimestre 2019 (+ 0,5 % par rapport au trimestre précédent) et le taux de chômage francilien est resté stable à 7,6 %.

### Conjoncture française

Après avoir atteint + 0,4 % au quatrième trimestre 2018, la croissance hexagonale s'est élevée à + 0,3 % au premier trimestre 2019 ; l'acquis de croissance après les trois premiers mois de l'année est de + 0,8 % mais la croissance sur l'ensemble de 2019 semble d'ores et déjà devoir ressortir en-deçà des + 1,7 % et + 2,4 % de 2018 et de 2017. Dans ce contexte ralenti (la croissance avait notamment atteint au moins + 0,6 % au cours de chacun des trimestres de 2017), la France crée malgré tout des emplois : le nombre d'emplois salariés privés a en effet augmenté de près de 93 000 unités sur un trimestre début 2019, soit un niveau comparable, voire supérieur, aux créations nettes observées chaque trimestre en 2017 ; parallèlement, le taux de chômage en France métropolitaine s'est réduit de 0,1 point au premier trimestre 2019 et s'est élevé à 8,4 % de la population active en moyenne.

### Tendances à court terme

Les toutes dernières informations disponibles concernant l'Île-de-France montrent que l'activité est repartie à la hausse dans les services marchands au deuxième trimestre 2019 mais s'est montrée hésitante dans l'industrie ; en effet, la production industrielle dans son ensemble a marqué le pas en juin alors que le mois de mai avait été particulièrement dynamique. Plus globalement, sur fond de tensions commerciales, l'environnement macroéconomique est moins porteur depuis plusieurs mois au plan mondial ; à cela, se sont ajoutés des risques géopolitiques ayant d'ores et déjà provoqué une remontée du prix du pétrole qui pourrait, si elle se poursuit, à nouveau rogner le pouvoir d'achat des ménages et fragiliser les marges des entreprises ; qui plus est, le flou qui perdure au Royaume-Uni et en Europe autour des conditions du Brexit entretient une incertitude peu propice à l'activité économique.

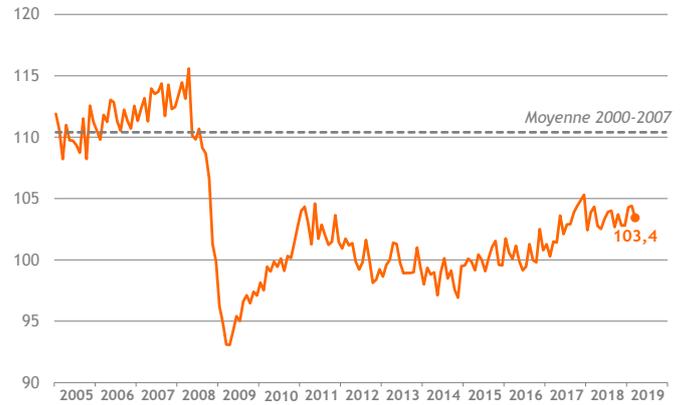
# Indice de la production nationale industrielle

## 1<sup>er</sup> trimestre 2019 - glissement annuel

**+ 0,5 %**

Dans la continuité de 2018, la production industrielle hexagonale a continué à peiner début 2019 et son niveau plafonne depuis plus d'un an désormais. Ainsi, au premier trimestre 2019, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) a certes crû de 0,9 % par rapport au trimestre précédent mais la hausse par rapport au premier trimestre 2018 est limitée à + 0,5 %. Par ailleurs, si l'IPI est resté éloigné des creux dans lesquels il était englué lors de la période 2012-2014 (+ 4,0 % en mars dernier par rapport à la moyenne de janvier 2012 à décembre 2014), il cale toujours sur les plus hauts qu'il avait atteints après le rebond post-récession de 2008-2009 (104,6 au maximum en mai 2011). Au plan sectoriel, il est à souligner que les industries agro-alimentaires ont été particulièrement en difficulté au premier trimestre 2019 (seulement + 0,2 % par rapport au quatrième trimestre 2018 et - 1,2 % par rapport au premier trimestre 2018).

Indice de la production nationale industrielle  
(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

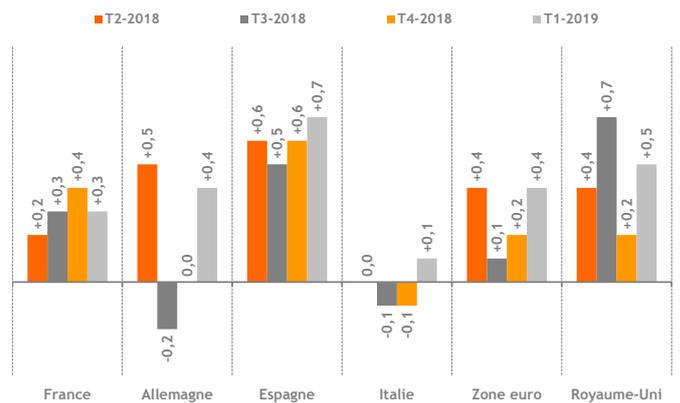
# La conjoncture européenne

## 1<sup>er</sup> trimestre 2019 - PIB de la zone euro

**+ 0,4 %**

Après avoir été cantonnée à seulement + 0,1 % et + 0,2 % aux troisième et quatrième trimestres 2018, la croissance européenne a retrouvé du tonus au premier trimestre 2019 ; le PIB a ainsi crû de 0,4 % dans la zone euro début 2019. Parmi les principales économies continentales, la croissance espagnole (+ 0,7 %) est restée soutenue ; parallèlement, si la performance française (+ 0,3 %) est restée proche de celles observées au cours des trimestres précédents, le PIB allemand a quant à lui rebondi (+ 0,4 %) après deux trimestres très décevants ; l'Italie est sortie de « récession technique » mais sa croissance trimestrielle a malgré tout été limitée à + 0,1 %. Hors zone euro, la croissance britannique est restée hésitante mais résiliente (+ 0,5 % après + 0,2 %) malgré la perspective du Brexit. Parallèlement, le reflux du taux de chômage s'est poursuivi : en mars dernier, le taux s'est établi à 7,7 % en zone euro (soit seulement 0,4 point de plus que son point bas d'avant la récession de 2008-2009) et à 6,4 % dans l'Union européenne.

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays de l'Union européenne



Source : Eurostat

# Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
<b>Superficie</b> (en km <sup>2</sup> )	12 012	543 965	2,2 %
<b>Nombre de communes</b>	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
<b>Population</b> (en millions - au 1 <sup>er</sup> janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
<b>Densité de la population au km<sup>2</sup></b>	1 017	123	-
<b>PIB 2015</b> (en volume, en milliards d'euros - Insee)	668,5	2 194,2 (France métrop. : 2 152,5)	30,5 % (31,1 %)
<b>PIB/habitant 2015</b> (en euros)	55 204	32 967 (France métrop. : 33 409)	-
<b>PIB/emploi 2015</b> (en euros)	107 715	79 773 (France métrop. : 80 214)	-
<b>Emplois salariés privés</b> (1 <sup>er</sup> trimestre 2019 - Insee Ile-de-France)	4 795 386	19 538 342	24,5 %
<b>Taux de chômage</b> (1 <sup>er</sup> trimestre 2019 - Insee Ile-de-France)	7,6 %	8,7 % (France métrop. : 8,4 %)	-

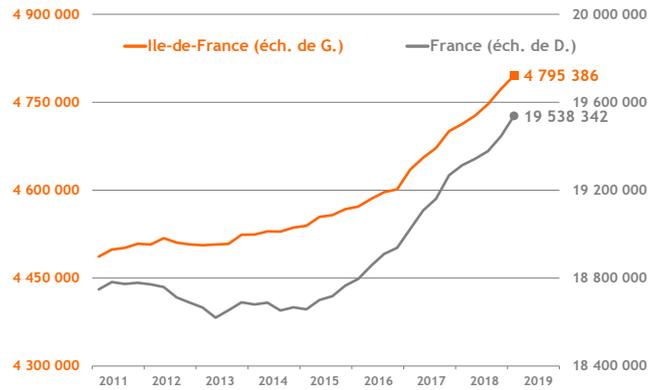
# Emploi salarié privé

1<sup>er</sup> trimestre 2019 - glissement annuel

**+ 1,8 %**

L'emploi en Ile-de-France est resté favorablement orienté au premier trimestre 2019. Ainsi, l'emploi salarié privé a augmenté de 0,5 % sur un trimestre dans la région, soit, comme au trimestre précédent, plus de 20 000 créations nettes. La variation en glissement annuel s'est quant à elle élevée à + 1,8 % et reste légèrement moins soutenue qu'un an auparavant (la hausse avait atteint + 2,2 % au quatrième trimestre 2017). Au plan sectoriel, les évolutions dans la région ont de nouveau été toutes positives, ce qui avait déjà été le cas au quatrième trimestre 2018 : l'emploi salarié privé francilien a crû dans l'industrie (+ 0,3 % sur un trimestre), dans le tertiaire marchand (+ 0,4 %) et, surtout, dans la construction (+ 1,9 %). Par ailleurs, la tendance sur le marché francilien est apparue plus dynamique qu'au niveau national où l'emploi a certes également augmenté de 0,5 % sur un trimestre mais la hausse sur un an y est limitée à 1,2 %.

## Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

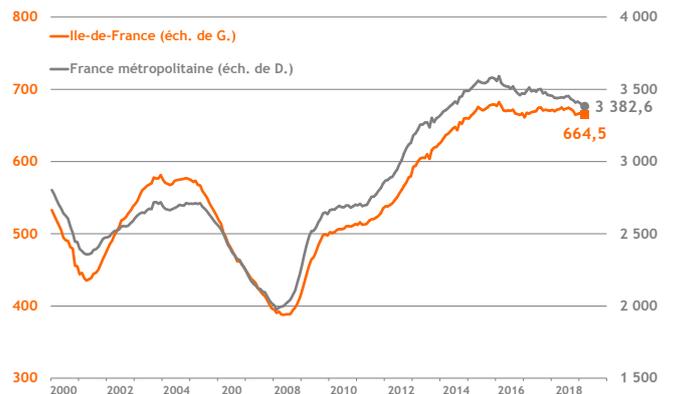
# Demande d'emploi

mars 2019 - glissement annuel

**- 1,1 %**

Malgré le volume conséquent de créations nettes d'emplois enregistrées, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A reste à un niveau très élevé en Ile-de-France. Ainsi, en mars 2019, il s'élevait à 664 540 dans la région, soit seulement 17 670 unités de moins qu'en février 2016 lorsque la courbe des DEFM laissait entrevoir de premiers signes d'inversion ; les demandeurs d'emploi franciliens sont, par conséquent, encore 276 910 de plus qu'au printemps 2008. Qui plus est, les tendances de début 2019 ont été hésitantes : le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A en Ile-de-France a en effet enchaîné hausses (+ 0,2 % en janvier et + 0,1 % en mars) et baisse (- 0,4 % en février) au premier trimestre 2019. Malgré tout, en mars dernier, il était inférieur de 1,1 % à son niveau de mars 2018. Au plan national, l'évolution du marché du travail est également positive mais le nombre de DEFM s'y est réduit de 5,8 % depuis février 2016 (contre seulement - 2,6 % dans la région-capitale) et est au plus bas depuis le printemps 2014.

## Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Source : Dares

**Note :** les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en cinq catégories différentes ; parmi celles-ci, la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

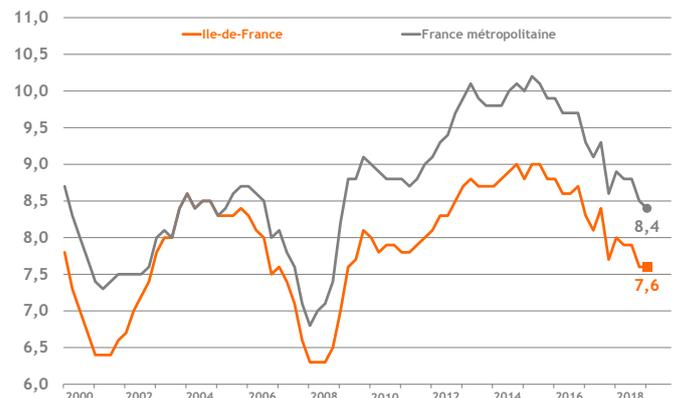
# Taux de chômage

1<sup>er</sup> trimestre 2019

**7,6 %**

Nettement orienté à la baisse fin 2018, le taux de chômage francilien est resté stable au cours des premiers mois de 2019 ; ainsi, le taux régional s'est élevé à 7,6 % en moyenne sur l'ensemble du premier trimestre 2019. La baisse cumulée depuis le dernier point haut de la série à l'été 2015 n'en est pas moins de 1,4 point et le taux de chômage régional a continué d'afficher un niveau au plus bas depuis le printemps 2009. En contrepartie, la diminution depuis fin 2017 est cantonnée à 0,1 point et, surtout, le taux de chômage francilien est encore supérieur de 1,3 point à son niveau d'avant-crise (6,3 % début 2008). L'évolution observée au plan national est assez similaire : ainsi, le taux de chômage (8,4 % en France métropolitaine) y a diminué de seulement 0,1 point au premier trimestre 2019. Cependant, l'augmentation depuis la récession de 2008-2009 (+ 1,6 point) reste plus importante qu'en Ile-de-France.

## Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

# Immobilier d'entreprises

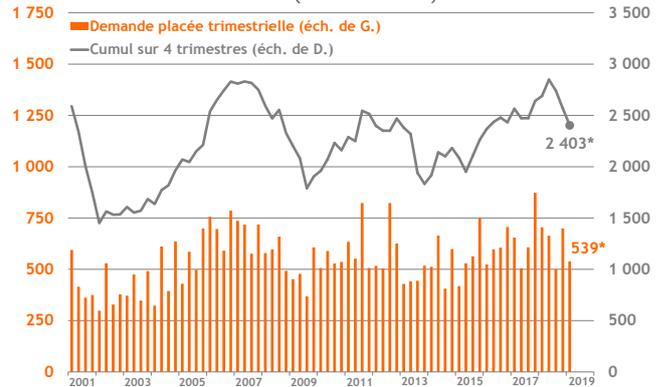
## 1<sup>er</sup> trimestre 2019 - Surfaces de bureaux commercialisés

**538 600 m<sup>2</sup>**

La demande placée de bureaux en Ile-de-France a de nouveau été en repli au premier trimestre 2019. A 538 600 m<sup>2</sup>, les surfaces de bureaux commercialisés se sont repliées de 23,6 % comparativement au premier trimestre 2018 ; il s'agit de la troisième baisse trimestrielle à deux chiffres consécutive (après déjà - 17,5 % au troisième trimestre 2018 et - 19,8 % au quatrième trimestre 2018). Conséquence de ces trois diminutions, sur les quatre derniers trimestres, les commercialisations de bureaux dans la région ont été cantonnées à 2 403 200 m<sup>2</sup>, soit le cumul sur une année glissante le plus faible depuis début 2016. Toutefois, l'offre immédiate s'est encore raréfiée et s'est élevée à seulement 2,9 millions de mètres carrés (soit un taux de vacance des bureaux franciliens à peine supérieur à 5,0 %).

## Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France

(en milliers de m<sup>2</sup>)



Source : GIE Immostat  
\* : données provisoires pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2019

# Prix des logements anciens

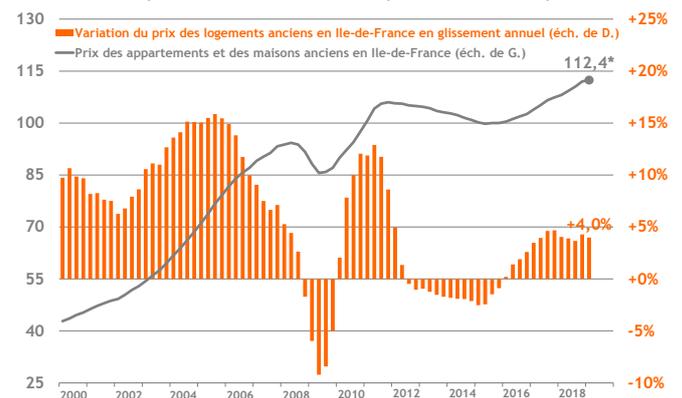
## 1<sup>er</sup> trimestre 2019 - Prix des logements anciens - glissement annuel

**+ 4,0 %**

Dans la continuité de l'évolution observée depuis le second semestre de 2015, le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) en Ile-de-France a augmenté au premier trimestre 2019. Toutefois, l'évolution sur un trimestre s'est très nettement modérée (+ 0,4 % début 2019 après + 1,4 % au quatrième trimestre 2019) ; la variation sur un an ne s'en est pas moins élevée à + 4,0 % (contre + 4,3 % au trimestre précédent). En tout état de cause, la remontée des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 atteint désormais 12,6 % ; il est à souligner que cette tendance haussière depuis mi-2015 est restée principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+ 15,1 % contre + 7,5 % pour les maisons).

## Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France

(données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee Ile-de-France  
\* : données provisoires pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2019

# Emploi intérimaire

## mars 2019 - glissement annuel

**- 0,6 %**

L'emploi intérimaire a représenté 130 460 équivalents temps plein (ETP) en Ile-de-France en mars 2019, soit une baisse de 0,6 % par rapport au même mois de 2018. Ainsi, alors que l'évolution du nombre d'emplois intérimaires en ETP dans la région avait déjà ralenti en 2018, la courbe s'est même désormais inversée, notamment du fait du fort repli subi en mars (- 4,1 % après une hausse de 2,9 % en février et une diminution contenue à 0,9 % en janvier).

Le marché de l'intérim est tout aussi à la peine ces derniers mois au plan national qu'en Ile-de-France : en effet, le volume de l'emploi intérimaire en France métropolitaine plafonne depuis plus d'un an et, en mars dernier, il était inférieur de 2,0 % au niveau qu'il affichait un an plus tôt.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

## Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein

(données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

# Créations d'entreprises

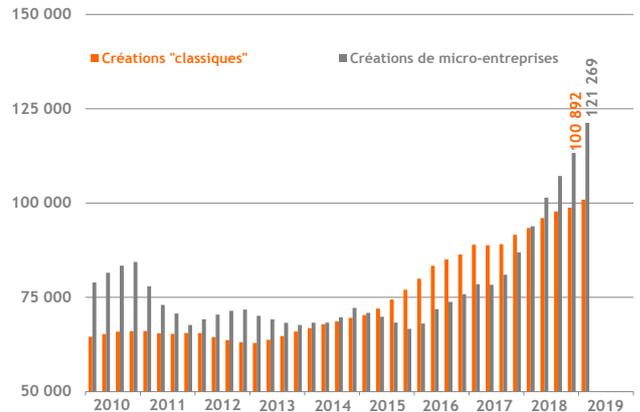
créations d'entreprises - 1<sup>er</sup> trimestre 2019

**65 977**

Près de 66 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France au premier trimestre 2019. Ce volume a représenté une nouvelle forte augmentation en glissement annuel : ainsi, à + 18,1 % sur un an début 2019, le total des créations dans la région a enregistré sa sixième hausse trimestrielle à deux chiffres. Dans la continuité des trimestres précédents, l'évolution des créations sous le régime de micro-entrepreneur a été particulièrement dynamique (+ 27,9 % en glissement annuel) tandis que celle des créations « classiques » était plus modérée (+ 7,8 % par rapport au premier trimestre 2018). A l'échelle nationale, le volume total de créations d'entreprises a également été solidement orienté à la hausse au premier trimestre 2019 (+ 17,5 % sur un an) ; là aussi, le nombre de nouveaux micro-entrepreneurs a fortement crû (+ 29,5 % contre + 8,4 % pour les créations « classiques »).

*Note : le terme « micro-entreprise » employé ici désigne le régime des auto-entrepreneurs jusqu'au 31 décembre 2014 et celui des micro-entrepreneurs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.*

**Créations d'entreprises en Ile-de-France**  
(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

# Défaillances d'entreprises

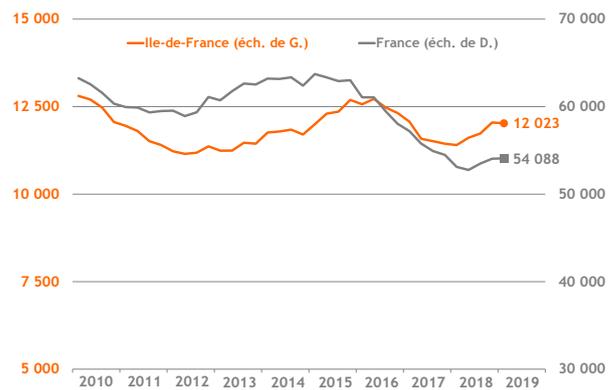
1<sup>er</sup> trimestre 2019 - glissement annuel

**- 0,8 %**

Reparti à la hausse en 2018, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France s'est légèrement infléchi début 2019 ; ainsi, après avoir subi une hausse à deux chiffres au quatrième trimestre 2018 (+ 10,0 % en glissement annuel), le volume des défaillances dans la région s'est réduit de 0,8 % au premier trimestre 2019 par rapport au même trimestre de 2018. Pour autant, même s'il peut être relativisé compte tenu du niveau élevé des créations d'entreprises ces dernières années, le nombre de défaillances dans la région-capitale ne s'en est pas moins élevé à plus de 12 000 en cumul sur les quatre derniers trimestres, un volume toujours très supérieur à ceux d'avant la récession de 2008-2009. Au niveau national, la hausse du nombre de défaillances a également marqué un temps d'arrêt au premier trimestre 2019 en étant limitée à + 0,3 % en glissement annuel.

**Défaillances d'entreprises**

(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

# Dépenses de consommation des ménages

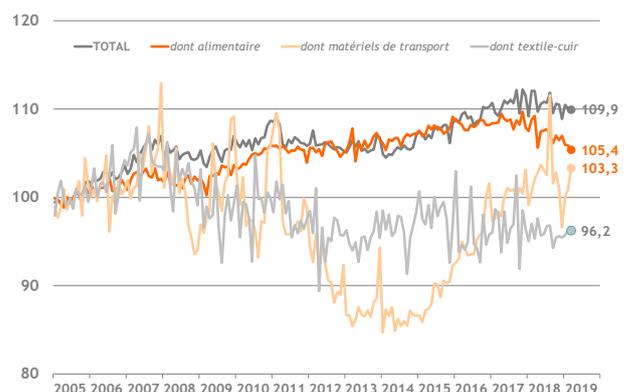
1<sup>er</sup> trimestre 2019 - glissement annuel

**- 0,8 %**

A la peine depuis fin 2017, l'évolution des dépenses de consommation en biens des ménages français a de nouveau manqué de dynamisme au premier trimestre 2019. Ainsi, la consommation a augmenté de seulement 0,2 % sur un trimestre et a diminué de 0,8 % sur un an. Pourtant, l'inflation (+ 1,3 % au maximum au cours du premier trimestre 2019) s'est modérée et a moins pesé sur le pouvoir d'achat et sur les dépenses des ménages que pendant les mois précédents ; cependant, la propension à épargner des ménages est restée importante et les mouvements sociaux enclenchés en novembre 2018 ont pu retarder certains achats. Il est à noter que les tendances n'ont pas été homogènes d'un bien à l'autre ; les achats en biens alimentaires se sont repliés de 2,6 % sur un an au premier trimestre 2019 tandis que les dépenses en matériels de transport augmentaient dans le même temps de 0,8 %.

**Indices du volume des ventes de biens en France**

(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

# Commerce extérieur

## exportations - 1<sup>er</sup> trimestre 2019 - glissement annuel

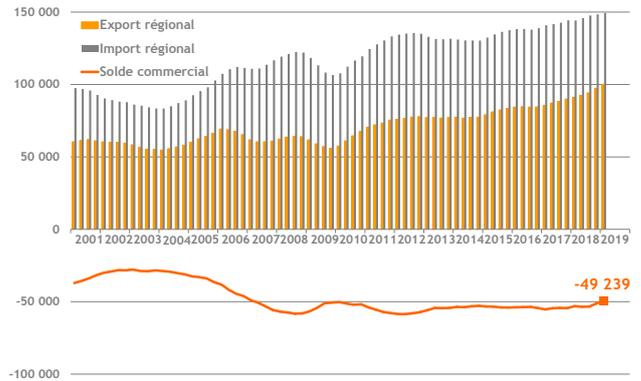
**+ 11,4 %**

Dans la lignée des trimestres précédents (+ 9,0 % en glissement annuel au troisième trimestre 2018, puis + 13,4 % au quatrième trimestre 2018), les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes ont augmenté de 11,4 % au premier trimestre 2019 par rapport à la même période de 2018. Le taux de change de l'euro face au dollar (la devise européenne est restée sous 1,15 \$ tout au long du premier trimestre 2019 et est même descendue à 1,11 \$ en mars) a constitué un élément favorable à cette bonne tenue des exportations franciliennes. Parallèlement, les importations ont également augmenté début 2018 mais plus modérément (+ 2,2 % par rapport au premier trimestre 2018). Par conséquent, le déficit commercial francilien s'est atténué début 2019 et, en cumul sur les quatre derniers trimestres (i.e. du deuxième trimestre 2018 au premier trimestre 2019), est passé sous les 50,0 milliards d'euros pour la première fois depuis le premier trimestre 2007.

\*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

## Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB\* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

# Hôtellerie

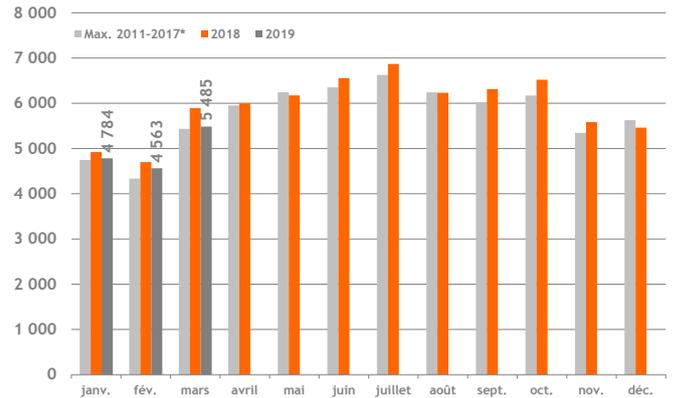
## nuitées dans les hôtels franciliens - 1<sup>er</sup> trimestre 2019 - glissement annuel

**- 4,4 %**

Orienté à la hausse pendant deux ans, le secteur de l'hôtellerie francilienne a marqué le pas à partir de décembre 2018. Ainsi, sur fond de mouvements sociaux, le nombre de nuitées en Ile-de-France a enregistré en décembre dernier une première baisse (- 2,9 % par rapport à décembre 2017) après 25 mois d'augmentation ; ensuite, le volume des nuitées hôtelières a continué à se replier au cours des premiers mois de 2019 et a diminué de 4,4 % en moyenne sur l'ensemble du premier trimestre 2019 par rapport à la même période de 2018 (soit une perte de près de 700 000 nuitées). Ce ralentissement a été observé à la fois pour la clientèle étrangère (- 5,1 % en glissement annuel) et la clientèle hexagonale (- 3,7 %). Malgré tout, sur les douze derniers mois (i.e. d'avril 2018 à mars 2019), le nombre de nuitées dans les hôtels franciliens est resté supérieur à 70,0 millions (70,7 millions).

## Nombre de nuitées dans l'hôtellerie

(données brutes)



Source : Insee Ile-de-France (champ : hôtels de 0\* à 5\*)

\* : la série « Max. 2011-2017 » correspond au maximum du nombre de nuitées de chacun des mois de 2011 à 2017.

# Trafic aéroportuaire

## trafic passagers - 1<sup>er</sup> trimestre 2019 - glissement annuel

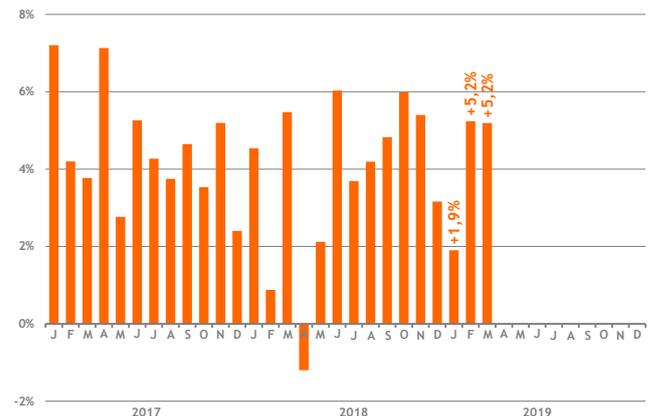
**+ 4,1 %**

Le trafic passagers de Paris Aéroport a continué à évoluer favorablement début 2019. Ainsi, en moyenne sur l'ensemble du premier trimestre 2019, la hausse s'est élevée à 4,1 % par rapport à la même période de 2018 ; mensuellement, les hausses sur un an ont été comprises entre 1,9 % en janvier et 5,2 % en février et en mars. Cette évolution positive au premier trimestre 2019 a été particulièrement à l'œuvre à Roissy (+ 5,7 % contre + 0,6 % à Orly).

Ces tendances favorables ont conduit le total sur les douze derniers mois à 106,3 millions de passagers, soit un cumul déjà supérieur de 0,9 % au record annuel établi l'an dernier par Paris Aéroport.

## Trafic passagers de Paris Aéroport

(variation par rapport au même mois de l'année précédente)



Source : Paris Aéroport

## Industrie

### Regain d'activité

Déjà en repli en novembre et décembre 2018 sous l'effet du recul de la demande intérieure, l'activité dans l'industrie francilienne a de nouveau tourné au ralenti en janvier 2019 ; toutefois, un regain de production a été observé en février et celui-ci s'est confirmé en mars. Malgré des situations contrastées selon les secteurs, les carnets de commandes sont néanmoins restés à un niveau correct ; les chefs d'entreprise franciliens sont donc optimistes et anticipent un nouvel accroissement des cadences à brève échéance.

L'outil productif francilien n'en reste pas moins sollicité en deçà de ses capacités et son taux d'utilisation demeure bien inférieur à sa moyenne de longue période.

## Bâtiment et travaux publics

### Décélération de l'activité des travaux publics

Freinée par le bâtiment mais tirée vers le haut par les travaux publics fin 2018, l'activité du BTP en Ile-de-France a enregistré des tendances complètement inversées au premier trimestre 2019 ; en effet, la production dans le bâtiment s'est redressée début 2019, tant pour le gros œuvre que pour le second œuvre, tandis que le secteur des travaux publics a marqué le pas après une période de croissance ininterrompue de trois ans. Malgré cette hétérogénéité des tendances, l'activité du BTP a globalement rebondi au premier trimestre 2019. Les carnets de commandes sont quant à eux bien garnis, ce qui permet aux chefs d'entreprise du secteur d'anticiper que cette évolution favorable devrait se prolonger dans les mois à venir ; des embauches sont prévues pour répondre à cette croissance d'activité.

## Services marchands non financiers

### Une activité en demi-teinte

L'activité dans les services marchands non financiers franciliens a été bien orientée début 2019 avant de se stabiliser en mars. De fortes disparités ont cependant été observées d'un secteur à l'autre ; ainsi, l'hôtellerie-restauration, la publicité et l'édition ont été en recul à la fin du premier trimestre 2019 alors que l'ingénierie technique, les conseils en affaires et les services juridiques et comptables ont vu leur chiffre d'affaires croître.

Malgré tout, les professionnels des services demeurent dans l'ensemble confiants quant à l'évolution future de leurs volumes de prestations et de nouvelles embauches sont envisagées dans certains secteurs.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.  
[www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france](http://www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france)

## Dossier du trimestre

### La Lombardie, un des challengers de Paris Ile-de-France en Europe

Même si Rome est la capitale politique italienne, le titre de capitale économique transalpine revient à Milan. En l'occurrence, le produit intérieur brut (PIB) lombard est près de deux fois plus important (381 milliards d'euros pour la Lombardie contre 193 milliards pour le Latium en 2017) et représente 22,1 % du PIB italien ; la différence est plus ténue une fois le PIB rapporté au nombre d'habitants mais elle reste sensiblement à l'avantage de la région milanaise (38 000 € / hab. contre 32 700 € / hab.).

Toutefois, même si la Lombardie s'avère nettement la première région économique italienne, elle est encore éloignée des métropoles mondiales que sont l'Ile-de-France (709,2 milliards d'euros de PIB, soit 58 300 € / hab. en 2017) et le Grand Londres (553,9 milliards d'euros de PIB, soit 62 800 € / hab.). Les PIB francilien et londonien sont ainsi respectivement 1,9 et 1,5 fois plus élevés que le PIB lombard. Pourtant, Milan et sa région font partie des métropoles montantes en Europe. Ainsi, même si la récession mondiale de 2008-2009 et la crise de la dette dans la zone euro en 2011 et 2012 ont modéré le dynamisme lombard, le PIB de la Lombardie a crû de 48,0 % entre 2000 et 2017.

Par ailleurs, la région de Milan affiche l'un des taux de chômage les moins élevés des régions italiennes. Ainsi, en moyenne sur l'ensemble de 2018, le taux de chômage lombard s'est élevé à 6,0 % alors qu'il s'écrit toujours à deux chiffres sur l'ensemble de l'Italie (10,6 %) ; le taux dépasse même les 20,0 % dans trois régions du sud du pays (en Campanie, en Sicile et en Calabre). Le marché du travail lombard n'en a pas moins subi ces dernières années les conséquences de la crise. En effet, alors qu'il oscillait entre 3,0 % et 4,0 % entre 2000 et 2008, le taux de chômage dans cette région du Nord de l'Italie a d'abord dépassé les 5,0 % dès 2009, puis a bondi

au-delà de 8,0 % (8,2 % en 2014). La tendance est désormais orientée à la baisse : le taux de chômage dans la région italienne s'est ainsi réduit de 2,2 points en quatre ans.

En plus d'être très inférieur à la moyenne transalpine, le taux de chômage lombard est aussi structurellement moins élevé que le taux francilien. Ainsi, entre 2000 et 2008, l'écart était d'au moins 3,0 points en faveur de la Lombardie et a atteint jusqu'à 4,5 points en 2003 (3,6 % dans la région italienne contre 8,1 % dans la région française). Cet écart s'est néanmoins réduit après la « grande récession » : la hausse du taux de chômage entre 2008 et 2014 a en effet été moins conséquente en Ile-de-France qu'en Lombardie et le taux francilien n'était plus supérieur que de 0,7 point au taux lombard en 2014. Cependant, le mouvement de repli enclenché depuis cette date dans les deux régions est plus poussif en Ile-de-France et l'écart est repassé à près de 2,0 points en 2018.

Cette bonne santé du marché du travail est – au moins en partie – liée à la puissance industrielle de la Lombardie et à la part importante qu'elle représente dans la notoriété mondiale du « Made in Italy ». En effet, le secteur industriel, dont le tissu est tout autant composé de PME que d'ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire) ou de grands groupes, représente encore plus de 25,0 % de l'emploi en Lombardie (contre moins de 10,0 % en Ile-de-France).

#### Pour en savoir plus :

« La Lombardie, un des challengers de Paris Ile-de-France en Europe »,  
Enjeux Ile-de-France du Crocis n°212, juin 2019,  
étude téléchargeable sur [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr)

#### Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

#### Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr) dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

**CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08**  
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : [crocis@cci-paris-idf.fr](mailto:crocis@cci-paris-idf.fr)

Retrouvez toutes nos publications sur [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr)  
Suivez nous sur Twitter [https://twitter.com/CROCIS\\_CCI\\_IDF](https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF)

Responsable : Isabelle SAVELLI  
Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN  
Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER  
Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL  
Services : Bénédicte GUALBERT  
Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX  
PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX  
Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI  
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE  
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI

Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France  
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépot légal : Juin 2019

ISSN : 1266-3255